

Schuman Paper  
n°829  
7 avril 2026

Karine DE VERGERON

# Dans un contexte mondial en pleine mutation, l'importance du partenariat stratégique renouvelé entre l'Union européenne et l'Inde

Le second mandat du président Trump bouleverse radicalement les liens étroits et de longue date qui se sont tissés entre l'Inde et les États-Unis, alors que l'Amérique s'oriente désormais vers une politique plus isolationniste. Il est frappant de constater que la [Stratégie de défense nationale américaine](#), publiée en novembre 2025, privilégie ainsi la protection du territoire américain et de l'hémisphère occidental plutôt que la confrontation avec des adversaires traditionnels tels que Pékin ou Moscou. L'Inde n'y est même pas mentionnée. Cette nouvelle priorité géostratégique américaine représente un changement majeur par rapport aux précédentes administrations démocrates et républicaines, y compris le premier mandat de Donald Trump, qui avaient fait de la dissuasion de la Chine, et donc d'une coopération étroite avec l'Inde, un élément central de leurs efforts. Dans ce contexte d'instabilité et de fragmentation géopolitiques, le nouveau rapprochement entre l'Inde et l'Union européenne est ainsi considéré comme essentiel pour renforcer la stabilité au sein du système international.

## LES NOUVEAUX INTÉRÊTS GÉOSTRATÉGIQUES DE L'INDE DANS UN ORDRE MONDIAL EN MUTATION

Au cours des vingt dernières années, la politique étrangère de l'Inde s'est articulée autour de trois thèmes distincts. Le premier concernait l'Inde en tant que l'une des deux grandes puissances asiatiques à l'origine du renouveau de l'Orient face

à l'Occident, parfois même associée à la notion de « *Chindia* ». Cette approche ou « politique d'ouverture vers l'Est » constituait également l'un des éléments centraux de la stratégie extérieure de l'Inde qui s'est notamment traduite par un resserrement des liens avec les pays de l'ASEAN et avec le Japon[1].

Dans le second, il y avait la question de l'intégration croissante de l'Inde dans un « Occident élargi », comme plus grande démocratie du monde. L'expression la plus significative de cette évolution a été la reconnaissance par les États-Unis du statut de puissance nucléaire de l'Inde, par le biais de l'accord stratégique indo-américain de 2006, confirmé en partie par le statut spécial accordé en 2008 par le Groupe des fournisseurs nucléaires. Pour certains, l'Inde devenait alors le nouveau partenaire asiatique privilégié des États-Unis, voire un allié naturel dans de nombreux secteurs, dont les achats de matériel de défense. La relance en 2017 du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad), initialement créé en 2004 dans le cadre d'une initiative conjointe d'aide aux victimes du tsunami avec le Japon, a ainsi renforcé cette proximité avec les États-Unis, mais aussi avec le Japon et l'Australie en matière de sécurité géostratégique dans la région Indopacifique, ainsi qu'en matière de coopération économique et technologique. Après son arrivée au pouvoir en 2014, le Premier ministre indien Narendra Modi avait par ailleurs « rapidement identifié les États-Unis comme un partenaire

[1] Karine Lisbonne de Vergeron, *L'Europe vue d'Inde, regards contemporains*, Fondation Robert Schuman et Chatham House, 2006.

## 2

*indispensable dans son programme ambitieux visant à utiliser la technologie pour transformer l'économie indienne* »[2].

Le troisième concernait la notion de « particularisme indien » : une version modernisée de l'engagement pris par l'Inde après son indépendance – et maintenu tout au long de la guerre froide – en faveur du non-alignement, doctrine dont le Premier ministre Modi s'est toutefois éloigné ces dernières années.

Aujourd'hui, bien que l'Inde continue de croire que sa sphère d'influence naturelle se situe en Asie du Sud, sa position est de plus en plus contestée par la Chine, ce qui rend sa politique de voisinage vers l'Est plus complexe et risquée. De plus, les ambitions mondiales de l'Inde semblent s'être développées au détriment de ses relations avec ses voisins régionaux, qui sont devenus de plus en plus hostiles à la quête d'hégémonie régionale de New Delhi, alors même que l'instabilité économique et la fragilité politique menacent l'Asie du Sud. Malgré des déclarations officielles en faveur de la solidarité régionale depuis 2014, la politique étrangère de l'Inde est restée tournée vers l'extérieur ces dernières années — vers les États-Unis, le Quad et l'Indopacifique — plutôt que centrée sur l'Asie du Sud.

Cependant, les relations entre les États-Unis et l'Inde ont subi de fortes tensions au cours des derniers mois, notamment lorsque le président américain a reçu le Premier ministre pakistanais à la Maison-Blanche en juillet 2025, un épisode perçu par le Premier ministre indien comme un défi manifeste. Le fait que les États-Unis aient cherché à jouer un rôle de médiateur entre l'Inde et le Pakistan quelques mois auparavant avait déjà donné à l'Inde l'impression qu'elle ne pouvait pas toujours compter sur le soutien de Washington et qu'elle devait donc se concentrer sur ses propres intérêts stratégiques à court et moyen terme[3].

Cela vaut également pour les intérêts commerciaux et géoéconomiques. La participation de l'Inde au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) fin août 2025 — un événement auquel New Delhi n'avait pas assisté depuis sept ans — a encore mieux illustré la volonté du Premier ministre Modi

d'apporter une réponse commerciale, d'une part, aux droits de douane récemment imposés par le président américain et, d'autre part, au déficit commercial de près de 100 milliards \$ de l'Inde avec la Chine en 2025. De plus, la décision prise mi-septembre 2025 par Washington d'imposer des frais supplémentaires de 100 000 \$ pour les visas H1-B destinés aux travailleurs étrangers — dont près de 70% sont détenus par des ressortissants indiens — a été considérée comme un coup supplémentaire porté aux relations bilatérales. Le président américain a également appelé l'année dernière l'Union européenne à imposer des droits de douane pouvant atteindre 100% à la Chine et à l'Inde, afin de faire pression sur le président russe pour qu'il mette fin à la guerre en Ukraine. Sur les droits de douane de 50% mis en place par le président Trump à la fin du mois d'août 2025, la moitié constituait ouvertement une sanction américaine visant les importations continues de pétrole et de produits militaires russes par New Delhi.

Depuis la décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 février 2026, qui a finalement annulé les droits de douane imposés par le président Trump, New Delhi espérait pouvoir signer un accord provisoire avec les États-Unis en échange d'un engagement de l'Inde à cesser ses importations de pétrole russe, à réduire les droits de douane sur les produits américains et à acheter pour environ 500 milliards \$. L'Inde n'a toutefois fait que ralentir ses achats de pétrole russe et, dans le contexte géopolitique et économique actuel de la guerre en Iran, les responsables américains souhaitent désormais que New Delhi augmente à nouveau ses achats de pétrole russe afin d'aider à atténuer la menace d'une éventuelle crise énergétique mondiale, rendant ainsi la volatilité des relations bilatérales encore plus évident pour New Delhi.

La poursuite des importations indiennes de pétrole brut russe depuis 2022 s'explique également par la disponibilité d'approvisionnements énergétiques peu coûteux et lucratifs : l'Inde abrite la plus grande raffinerie de pétrole au monde — Jamnagar, située dans le Gujarat — dont la grande majorité des approvisionnements provient de Russie, et qui est devenue une plaque tournante internationale pour la

[2] Primit Pal Chaudhuri, *Preparing For Genuine Multipolarity*, Horizons "Pax Multipolaris? The Many Body Problem", hiver 2026, Centre for International Relations and Sustainable Development.

[3] Karine de Vergeron, *Le pragmatisme géopolitique de l'Inde entre Pékin, Moscou et Washington*, Nouveaux regards sur l'Asie, n°17, France-Asia Foundation, octobre 2025.

transformation de produits pétroliers, exportés au-delà des frontières indiennes. Mais le maintien de ces importations découle aussi de priorités stratégiques plus larges pour New Delhi, à savoir ses relations avec la Chine. En effet, depuis 2022, l'Inde s'efforce de préserver soigneusement ses liens avec la Russie, dans l'espoir que Moscou puisse garder une position potentiellement neutre si des tensions devaient surgir à l'avenir entre New Delhi et Pékin.

Dans le même temps, le déploiement de soixante-cinq militaires indiens — dont le régiment Kumaon, l'une des plus anciennes unités de l'armée indienne — lors des exercices militaires « Zapad » organisés en Russie et en Biélorussie en septembre 2025, a représenté un signal inquiétant. Les exercices biélorusses, qui se sont étendus sur de vastes zones à l'est de Moscou et dans l'Arctique, jusqu'à la mer Baltique et à la frontière occidentale de la Biélorussie près de la Pologne et de la Lituanie, comprenaient notamment des lancements de missiles balistiques ainsi que des frappes aériennes simulées. La participation indienne à cet exercice a démontré que New Delhi continuait de donner la priorité à ses relations avec Moscou, sur lesquelles Modi s'appuyait toujours dans un contexte de méfiance croissante envers les États-Unis. Il convient toutefois de noter que, malgré les différends actuels entre l'Inde et les États-Unis sur des questions commerciales et stratégiques, le Quad est resté un élément important des relations indo-américaines, leurs intérêts continuant de converger dans leur évaluation des risques dans la région Indopacifique vis-à-vis de la Chine.

À la lumière de tous ces développements, certains experts indiens estiment que le maintien d'alliances durables dans l'ordre mondial multipolaire actuel est une illusion, et que la présidence de Donald Trump a ouvert la voie à une forme de *realpolitik* clientéliste, accordant davantage de priorité aux objectifs commerciaux au détriment, si nécessaire, des intérêts géopolitiques stratégiques à long terme. Vu de Delhi, les États-Unis, sous la présidence de Trump, représentent actuellement une nouvelle forme d'isolationnisme, le pays n'étant plus perçu comme ayant la volonté d'être le garant de la sécurité mondiale. D'autres experts indiens estiment, en

outre, que le mouvement progressiste au sein du Parti démocrate américain, incarné par le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani, est potentiellement tout aussi isolationniste, laissant ainsi supposer qu'une partie de la politique actuelle perdurera, quelle que soit l'orientation politique du pays. Dans ce contexte, la coopération future avec les États-Unis sera de plus en plus considérée par l'Inde comme transactionnelle plutôt que principalement stratégique, en particulier en ce qui concerne la région Indopacifique.

L'Inde privilégie désormais une coopération accrue avec ce que certains appellent les « puissances intermédiaires »<sup>[4]</sup> pour se prémunir face aux États-Unis. Elle développe une stratégie géopolitique « multi-alignée », par opposition à la politique plus traditionnelle de « non-alignement », réaffirmant ainsi sa stratégie de pragmatisme et de prise de décision au cas par cas, une approche qu'elle applique depuis longtemps dans ses relations, notamment avec l'Union européenne.

Le Japon figure en tête de liste des puissances moyennes stratégiques les plus importantes pour l'Inde. La visite du Premier ministre Modi à Tokyo fin août 2025, la veille de la réunion du sommet de l'OCS à Tianjin, a ainsi été considérée comme bien plus importante par les dirigeants indiens. Le Japon et l'Inde ont alors manifesté leur détermination à forger un nouveau partenariat stratégique, baptisé « Initiative de sécurité économique ». Ils ont dévoilé un objectif ambitieux de dix mille milliards ¥ d'investissements publics et privés japonais en Inde au cours des cinq prochaines années afin de réduire la coercition et la dépendance économique vis-à-vis des États-Unis et de la Chine dans des secteurs stratégiques critiques. Ils ont annoncé quatre accords sur les chaînes d'approvisionnement, un nombre qui est passé à plus de huit au cours des derniers mois, notamment une coopération accrue en matière de conception et de fabrication de semi-conducteurs, d'approvisionnement en terres rares, ainsi que de progrès en matière d'intelligence artificielle et de cybersécurité. L'Europe revêt une importance tout aussi grande, considérée par Delhi comme le plus grand regroupement de puissances moyennes au monde. Elle est suivie par le Canada, le Royaume-Uni, les Émirats arabes unis et la Russie.

[4] Pramit Pal Chaudhuri, *op.cit.*

## 4

**ACCORD COMMERCIAL UNION EUROPÉENNE-  
INDE : UN PARTENARIAT RENOUVÉ**

Quelle place l'Europe occupe-t-elle réellement pour l'Inde dans cette nouvelle architecture géopolitique ? Les relations entre l'Inde et l'Union européenne sont anciennes, puisque ce pays a été l'un des premiers à établir des relations diplomatiques, lorsque des représentants de la Communauté économique européenne de l'époque ont rencontré plusieurs diplomates indiens en poste en Europe en 1961. Mais ce n'est que bien plus tard que le premier sommet de haut niveau entre l'Inde et l'Union européenne a eu lieu à Lisbonne en juin 2000, marquant le véritable début de relations bilatérales significatives. Il a été suivi en 2004 par le lancement d'un « [partenariat stratégique](#) » entre les deux parties. La volonté actuelle d'approfondir la coopération bilatérale est d'autant plus importante qu'il existait une certaine inertie dans l'intensité des liens bilatéraux. En 2023, le premier Conseil « Commerce et technologie » avait été lancé, mais l'absence de sommets annuels bilatéraux indo-européens de haut niveau entre 2020 et 2026 avait *de facto* renforcé les perceptions profondément ancrées en Inde d'une fragmentation de l'Europe – Delhi préférant traiter avec les États membres nationaux plutôt qu'avec l'Union dans son ensemble.

Le contexte géopolitique et géoéconomique actuel modifie fondamentalement cet engagement stratégique. Les négociations en vue de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde, lancées en 2007, suspendues en 2013 puis relancées en 2022 pour renforcer la coopération, ont ainsi reçu un nouvel élan l'année dernière lorsque le président Trump a imposé ses droits de douane. L'Union européenne est le second partenaire commercial de l'Inde, devant les États-Unis, mais après la Chine, représentant 11,5% du commerce de marchandises de l'Inde en 2024. Les échanges entre l'Inde et l'Union européenne ont augmenté d'environ 90% au cours des dix dernières années et l'Inde constitue, pour l'Union, une alternative intéressante en termes de diversification des chaînes d'approvisionnement. Cependant, en 2024, le commerce avec l'Inde ne représentait qu'environ 2,5%

du commerce total de l'Union, se classant au neuvième rang, derrière les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni ou le Japon.

Avec la conclusion définitive des négociations sur [l'accord de libre-échange](#) lors du 16e sommet UE-Inde le 27 janvier 2026, l'Union européenne apparaît comme le partenaire économique et technologique le plus fiable de l'Inde. Jusqu'à présent, les droits de douane de 50% imposés par les États-Unis ont coûté à l'Inde 1,6% de son PIB. L'accord offre à l'Inde une protection cruciale, tandis que, pour l'Union, il représente une diversification commerciale substantielle par rapport à d'autres partenaires en Asie tels que la Chine (estimée entre 5% et 9%)[5]. Cet accord, qui doit encore être ratifié dans le courant de l'année et qui pourrait entrer en vigueur en 2027, devrait en outre permettre de doubler les exportations de marchandises de l'Union européenne vers l'Inde d'ici 2032, grâce à la suppression ou à la réduction des droits de douane sur plus de 90% des produits, tout en excluant une série de produits agricoles sensibles des deux côtés. Compte tenu de l'ampleur du marché indien en pleine expansion et de celui de l'Union[6], il s'agit de l'accord commercial le plus important jamais conclu par chacune de ces parties. Il facilitera les échanges commerciaux pour environ un quart de la population mondiale et un quart du PIB mondial.

Avec la progression de l'industrie manufacturière indienne en termes de savoir-faire et de qualité, de nouvelles opportunités s'ouvrent aussi dans divers secteurs. L'entreprise française Saint-Gobain, par exemple, est désormais le plus grand fabricant de verre en Inde, avec plus de 85 lignes de production destinées tant à des opérateurs indiens qu'à des entreprises étrangères implantées dans le pays. Les constructeurs automobiles japonais s'y sont par exemple installés.

L'entreprise américaine Apple est sans doute l'exemple le plus frappant de l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement manufacturière indienne ces dernières années : plus de 25% de tous les *iPhone* vendus dans le monde sont désormais assemblés en Inde, soit une augmentation de 53% de la production d'une année sur l'autre. L'objectif est d'atteindre à

[5] "The EU-India Trade Deal. Strategic Diversification in an area of uncertainty", J. Hinz, R. Langhammer, H. Mahlkow, V. Thakur, Kiel Institute for the World Economy, n°202, janvier 2026

[6] Selon le gouvernement indien, l'Inde aurait dépassé le Japon l'année dernière pour devenir la quatrième économie mondiale et pourrait potentiellement devancer l'Allemagne pour occuper la troisième place d'ici 2030.

terme une part de 50% d'assemblage en Inde. Cette dynamique est en partie soutenue par les nouvelles exonérations fiscales accordées par le gouvernement indien pour 2026/2027, qui permettent aux entreprises étrangères de fournir, sur une période de cinq ans, des équipements à des fabricants sous contrat sans encourir d'obligations fiscales. La conclusion de l'accord de protection des investissements entre l'Union européenne et l'Inde, en cours de négociation, apporterait ici des protections juridiques encore plus solides aux investisseurs, en plus de l'accord de libre-échange déjà conclu.

Des succès tels que celui d'Apple en Inde pourraient-ils être reproduits par des entreprises européennes investissant de manière encore plus significative dans le pays, y compris pour les exportations vers l'étranger ? L'Europe reste en effet la deuxième plus grande base industrielle au monde après la Chine. Parmi les autres domaines de coopération stratégique entre les entreprises européennes et l'Inde figurent notamment les machines-outils, par exemple avec des entreprises allemandes, les réacteurs nucléaires et l'intelligence artificielle, notamment avec la France, ou les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques européens. Il convient de noter ici par exemple que l'entreprise indienne Sarwan AI vient d'adopter l'architecture française Mistral comme base pour le développement de l'un de ses « Small Language Models », un modèle de raisonnement hybride multilingue, et qu'il existe un potentiel de développement et de coopération accru dans ce domaine. De plus, la relance du Conseil du commerce et de la technologie entre l'Inde et l'Union européenne, créé en 2023 mais devenu obsolète depuis, devrait constituer une autre priorité pour soutenir davantage la coopération économique stratégique à long terme entre l'Union européenne et l'Inde.

### **NOUVELLE COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ**

Parallèlement à l'accord commercial, le nouveau partenariat UE-Inde [en matière de sécurité et de défense](#), également conclu le 27 janvier, constitue une étape décisive pour relever les défis posés par

l'évolution du paysage stratégique mondial, dans le but d'établir un nouveau cadre de coopération bilatérale en matière de sécurité. Ce partenariat permettra d'étendre les relations dans des domaines tels que la sécurité maritime, la cyberdéfense et la lutte contre le terrorisme. Mais il revêt aussi une importance considérable dans le contexte des besoins accrus de l'Inde en matière d'approvisionnement et d'orientation stratégique en matière de défense.

Le conflit armé de quatre jours entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025, baptisé « opération Sindoor » par l'armée indienne, a en effet révélé l'épuisement de l'arsenal militaire indien. Bien que l'économie indienne soit plus de dix fois supérieure à celle du Pakistan, les capacités des forces aériennes étaient presque comparables, alors que l'armée de l'air indienne connaît une pénurie critique, avec seulement 29 escadrons actifs restants, suite au retrait des avions de chasse Mig-21. Cela signifie que les équipements de défense aérienne de l'Inde ont un besoin urgent de modernisation. Des problèmes similaires se posent en matière de sécurité dans l'océan Indien, avec la prise de conscience claire que New Delhi doit renforcer ses forces navales. Le pays prévoit une expansion maritime massive pour se prémunir contre les risques dans la région : il a mis en service plus de douze nouveaux navires de guerre en 2025 et cinquante-cinq autres sont en construction, avec pour objectif stratégique de porter la flotte à cent cinquante navires d'ici 2030.

Dans ce contexte, l'enjeu principal pour l'Inde est de développer un écosystème de défense stratégique plus solide en soutenant son secteur privé. Les experts indiens en matière de défense sont ainsi convaincus que le nouveau programme de chasseurs de cinquième génération, dont l'Inde a besoin, devrait être produit par le secteur privé afin de garantir une meilleure efficacité et une meilleure livraison. L'Inde autorise jusqu'à 100% d'investissements étrangers directs dans le secteur de la défense *via* le gouvernement et 74% sans autorisation préalable du gouvernement, favorisant ainsi de meilleurs investissements pour le développement technologique dans ce secteur. De plus, Delhi considère que l'une des leçons de la guerre

en Ukraine est l'importance cruciale de la quantité (en particulier en matière de drones), et donc de trouver les bons partenaires susceptibles de contribuer à renforcer le volume et les capacités de l'Inde en matière d'achats de défense.

Les relations traditionnelles entre l'Inde et la Russie se limitent de plus en plus au commerce et aux matières premières (pétrole, minéraux, équipements de défense), ce qui pose des défis importants à l'industrie de défense russe à moyen terme, l'Inde ayant interdit les nouveaux équipements de défense russes fabriqués avec des composants chinois, notamment des puces électroniques chinoises. Cependant, l'Inde reste encore fortement dépendante des équipements militaires russes. Les importations de matériel de défense en provenance de Russie représentaient 40% des importations totales de l'Inde dans ce secteur entre 2021 et 2025, contre 51% entre 2016 et 2020, le pays cherchant de plus en plus à diversifier ses fournisseurs[7]. La France arrive en deuxième position avec 29%, suivie d'Israël, 15 %.

Au sein de l'Union européenne, la France reste le premier partenaire de l'Inde dans le domaine de la défense, notamment grâce à la vente d'avions *Rafale* ces dernières années. La France s'est ainsi progressivement imposée comme le partenaire mondial le plus naturel de l'Inde dans ce domaine. Cette évolution fait suite à plusieurs projets axés sur la conception, le développement et la production conjoints de plateformes de défense. Les deux pays ont aussi approfondi leurs relations dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, notamment à travers des projets de centrales nucléaires de grande capacité et dans des domaines émergents tels que les petits réacteurs modulaires et les réacteurs modulaires avancés. L'intensification du [partenariat franco-indien](#) reflète aussi un engagement en faveur d'une coopération renforcée à long terme, allant du changement climatique à l'intensification des échanges commerciaux et de la coopération technologique, en passant par la lutte contre le terrorisme et les questions de défense et de sécurité.

Parmi les principaux accords signés ces dernières années figure la production conjointe d'hélicoptères

destinés à des missions de combat et de reconnaissance en 2024. Airbus a ainsi mis en place la première chaîne d'assemblage d'hélicoptères civils « Made in India » en partenariat avec Tata Advanced Systems. Elle a été inaugurée en février 2026, avec un calendrier de livraison prévu pour 2027. Safran a par ailleurs développé une nouvelle installation en Inde pour la maintenance, la réparation et la révision des moteurs des avions de combat *Rafale*. L'optimisme est aussi de mise quant à la possibilité que l'Inde achète 114 avions *Rafale* supplémentaires, dont une grande partie serait construite en Inde avec une intégration de la chaîne d'approvisionnement. De plus, la France est, vue de Delhi, le seul pays européen à disposer d'une stratégie à part entière pour l'océan Indien, avec une population de 1,65 million de citoyens français et sept mille militaires français dans la région.

Elle est également l'un des alliés les plus fiables de l'Inde au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et cherche à se positionner comme un partenaire unique capable de coopérer non seulement sur des technologies de pointe telles que le *Rafale*, mais aussi d'aider l'Inde sur la question de ses sous-marins nucléaires. Avec l'expiration en 2021 du contrat de location du sous-marin nucléaire russe de classe Akula, la marine indienne ne dispose actuellement d'aucun sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire opérationnel dans sa flotte et n'a donc pas, à l'heure actuelle, la pleine capacité de projeter sa puissance dans la région Indopacifique.

C'est dans ce contexte qu'à la fin de l'année 2024, le gouvernement indien a approuvé la construction de deux nouveaux sous-marins à propulsion nucléaire en Inde, pour lesquels la France pourrait partager son savoir-faire et une expertise technologiques de pointe.

Dans ce nouveau contexte géopolitique, l'Europe commence désormais à être considérée comme un vaste marché inexploité pour l'Inde. Bien qu'elle n'ait jamais vraiment collaboré avec l'Union européenne en matière de défense, à l'exception de la France, le nouveau partenariat de sécurité euro-indien pourrait potentiellement changer cette dynamique. Une coopération accrue pourrait également être envisagée

[7] Trends in international arm transfer, SIPRI Fact Sheet, mars 2026.

dans les domaines de la technologie des réacteurs nucléaires, de l'intelligence artificielle et de l'espace. L'Inde consacre en effet d'importantes ressources aux microsatellites et, au sein de l'Union, la France dispose du programme commercial de lancement spatial le plus développé, ce qui pourrait constituer un autre effet d'entraînement de la coopération aérospatiale. Il pourrait aussi y avoir un potentiel de collaboration entre l'Inde et l'Union européenne, par exemple, en matière de protection des câbles sous-marins, en particulier dans la région Indopacifique. De nombreux analystes indiens estiment ici que le déclin relatif de l'Alliance atlantique pourrait, en effet, inciter les Européens à investir davantage dans l'essor de l'Inde en tant que puissance de défense et de sécurité, pour servir leurs propres objectifs stratégiques.

\*\*\*

New Delhi considère désormais l'Union européenne comme un pôle majeur de l'ordre mondial, et de plus en plus comme un pôle autonome. Le côté positif pour

l'Union européenne réside également dans une approche plus géostratégique de ses relations commerciales, qui s'accompagne d'un besoin évident de renforcer l'autonomie stratégique européenne en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'un partenaire unique, tout en élargissant ses opportunités commerciales et son influence géostratégique. Alors que les démocraties deviennent de plus en plus minoritaires dans le nouvel ordre mondial qui se dessine, ce partenariat renouvelé témoigne avant tout de l'influence de l'Europe en tant que force géopolitique et de sa capacité à jouer un rôle de premier plan pour promouvoir des marchés ouverts et un commerce international fondé sur des règles communes.

---

**Karine de Vergeron**

Directrice adjointe et responsable du programme Europe au Global Policy Institute. Membre du comité scientifique de la Fondation Robert Schuman et « Young Leader » de la Fondation France-Asie.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN  
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.  
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.